

RHÔNE

LE DÉPARTEMENT

IMMOBILIER ET PATRIMOINE
SERVICE ACTION FONCIÈRE

Monsieur Vincent QUERETTE
160 avenue de Suffren
75015 PARIS

Votre interlocuteur : Nicolas HELBERT

☎ 04 72 61 25 29



✉ nicolas.helbert@rhone.fr

Vos réf. : votre courrier du 13 mars 2021
Nos réf. : SAF NHE/2021-03-105

Boisement à Vaux-en-Beaujolais

Lyon, le 30 mars 2021

Monsieur,

Par courrier du 13 mars 2021, vous demandez d'attester que les parcelles référencées dans votre demande de boisement adressée au Département en 2018 sont bien autorisées au boisement.

Je suis en mesure de vous confirmer qu'au titre de la réglementation des boisements en vigueur sur la commune de Vaux-en-Beaujolais, prévue par l'arrêté préfectoral n°86-1434 du 7 octobre 1986 ci-joint, il n'est pas prévu d'interdiction de boisement des parcelles figurant dans votre demande, à savoir : AN 285, E 44, 148, 152, 153, 209, 210, 211, 212, 224, 242, 147, 148 152, 153, 413.

Ceci ne présume pas d'éventuelles réglementations pouvant contraindre par ailleurs le boisement sur la commune.

Recevez, Monsieur, mes courtoises salutations.

Pour le président et par délégation

Nicolas HELBERT
Chef de service

PJ : 1

DÉPARTEMENT DU RHÔNE

146, RUE PIERRE CORNEILLE - LYON 3E
ADRESSE POSTALE : HÔTEL DU DÉPARTEMENT 69483 LYON CEDEX 03

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORÊT

EXTRAIT DES ARRÊTÉS DU PRÉFET

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE N° 86-1434

Tél. 78.62.20.30
Poste 411

Le Préfet
Commissaire de la République de la Région Rhône-Alpes
Commissaire de la République du Département du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur

OBJET : Commune de VAUX EN BEAUJOLAIS.
Règlementation des boisements

VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,

VU la loi n° 75-621 du 11 juillet 1975 portant modification de certaines dispositions du livre Ier du Code Rural et notamment celles relatives à la composition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier.

VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par les décrets n° 68-332 du 5 avril 1968, n° 73-613 du 5 juillet 1973, n° 79-905 du 18 octobre 1979 et n° 83-69 du 2 février 1983, pris pour l'application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction de certains boisements ;

VU le décret n° 76-1034 du 8 novembre 1976 portant règlement d'administration publique, pour l'application du Livre Ier, titre I du Code Rural ;

VU les instructions ministérielles des 18 octobre 1961 et 5 mars 1964 relatives à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,

VU l'arrêté préfectoral n° 986/84 du 26 juillet 1984, instituant dans la commune de VAUX EN BEAUJOLAIS, une Commission Communale d'Aménagement Foncier ;

VU le procès-verbal de la réunion tenue par cette Commission le 19 mars 1985 d'où il ressort qu'il y a lieu de réglementer les semis et plantations d'essences forestières,

VU l'enquête à laquelle il a été procédé du 15 octobre au 15 novembre 1985 inclus et tenant compte des douze réclamations présentées durant cette enquête,

VU l'avis définitif émis le 21 mars 1986 par la Commission Communale de VAUX EN BEAUJOLAIS

VU l'avis concordant à celui de la Commission Communale de VAUX EN BEAUJOLAIS émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier lors de sa séance du 5.06.1986

VU l'avis concordant émis le 2 Juillet 1986 par la Chambre d'Agriculture du RHONE ;

VU l'avis concordant émis le 18 AOÛT 1986 par le Centre Régional de la Propriété Forestière RHONE ALPES ;

SUR la proposition du Secrétaire Général du RHONE ;

A R R E T E :

ARTICLE 1.

A compter de la date du présent arrêté, tous semis ou plantation d'essences forestières situés sur la commune de VAUX EN BEAUJOLAIS, à l'intérieur des zones délimitées ci-dessous, sont soumis à déclaration préalable auprès de Monsieur le Préfet, Commissaire de la République de la Région RHONE ALPES, Commissaire de la République du Département du RHONE.

SECTION AB.

Réglementée en totalité.

SECTION AC.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 11, 172, 182, 183, 184, 218, 238, 336, 371.

SECTION AD.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 2, 3, 5, 15, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 31, 33, 253.

SECTION AE.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 108, 122, 123, 128, 140, 144, 254, 255, 258, 271.

SECTION AH.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 1 à 37 inclus, 40 à 43 inclus, 45, 57 à 83 inclus, 87 à 95 inclus, 100 à 108 inclus, 152, 153, 206, 207, 212 à 218 inclus, 222.

SECTION AI.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 1, 4, 5, 15, 70, 85, 87, 88, 91 à 94 inclus, 96, 97, 98, 105 à 127 inclus, 165.

SECTION AK.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 136, 140, 186.

SECTION AL.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 2 à 5 inclus, 8, 45 à 56 inclus, 69, 74, 76 à 86 inclus, 89 à 93 inclus, 98 à 106 inclus, 108, 121, 163, 428.

SECTION AM.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 36, 37, 124 à 131 inclus, 135, 136, 137, 140 à 149 inclus, 210, 218, 225 à 229 inclus, 236, 237, 242, 275.

SECTION AN.

Réglementée en totalité sauf les parcelles n° 171, 184 à 197 inclus, 199, 200, 201, 222, 233 à 238 inclus, 247, 276, 278, 282, 324.

SECTION AO.

Réglémentée en totalité sauf les parcelles n° 1 à 8 inclus, 12, 20, 21, 24, 46, 47, 99, 123 à 128 inclus, 130, 131, 133, 134, 135, 143, 144, 145, 147 à 168 inclus, 170, 171, 185 à 188 inclus, 200, 207, 208, 211, 215, 216, 233, 234, 239, 251.

SECTION AP.

Réglémentée en totalité sauf les parcelles n° 11, 12, 26 à 29 inclus, 31, 36 à 54 inclus, 58, 59, 60, 65 à 78 inclus, 81 à 97 inclus, 100, 101, 103 à 107 inclus, 109 à 113 inclus, 117 à 202 inclus, 204, 206, 208 à 238 inclus, 240, 243, 245, 247 à 258 inclus.

SECTION D.

Réglémentée en totalité sauf les parcelles n° 1, 2, 3, 7, 10, 11, 17 à 37 inclus, 41, 42, 44, 46, 48, 55 à 125 inclus, 128 à 132 inclus, 134 à 145 inclus, 149 à 161 inclus, 164, 167 à 180 inclus, 182, 183, 187 à 192 inclus, 195 à 200 inclus, 202, 203, 208 à 211 inclus.

SECTION E.

1ère feuille.

Réglémentée en totalité sauf les parcelles n° 1 à 18, 20 à 30 inclus, 33 à 38 inclus, 41 à 77 inclus, 91, 92, 93, 96, 102, 103, 104, 106 à 124 inclus, 126, 127, 128, 130, 132 à 144 inclus, 148, 149, 159, 161 à 200 inclus, 203, 205, 206, 398 à 402 inclus, 406, 412a, 413a.

SECTION E.

2ème feuille.

Réglémentée en totalité sauf les parcelles n° 213, 214, 215, 217, 220, 221, 223, 225 à 228 inclus, 232, 233, 234, 237, 238, 239, 245 à 248 inclus, 255, 256, 258, 263, 266, 267, 268, 270 à 276 inclus, 291 à 299 inclus, 302 à 316 inclus, 318 à 323 inclus, 326 à 332 inclus, 336, 338 à 342 inclus, 346, 348 à 356 inclus, 361, 365, 368, 374 à 378 inclus, 381 à 390 inclus, 397, 403.

SECTION F.

Réglémentée en totalité sauf les parcelles n° 1 à 64 inclus, 67 à 89 inclus, 92, 95 à 98 inclus, 102 à 111 inclus.

ARTICLE 2.

Les plantations de peupliers à clones femelles et de robiniers faux acacias, essences que la commission considère comme indésirables, sont interdites.

ARTICLE 3.

S'il n'a pas reçu de notification de l'opposition du Commissaire de la République à l'expiration d'un délai de TROIS MOIS, le demandeur peut procéder au semis ou à la plantation.

ARTICLE 4.

Pour les parcelles de ces zones où semis ou plantations d'essences forestières seraient autorisés, la commission souhaite que les distances de reculement par rapport aux fonds voisins soient fixées de la manière suivante :

- le long des limites confinant à un bois existant : 2 mètres
(article 671 du Code Civil) ;

- le long des limites qui ne confinent pas à un bois existant : 25 mètres maximum, distance à moduler selon les natures de culture des fonds voisins, l'orientation, la pente.

ARTICLE 5.

Le Secrétaire Général du RHONE, le Commissaire Adjoint de la République de l'arrondissement de VILLEFRANCHE SUR SAONE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de VAUX EN BEAUJOLAIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en Mairie de VAUX EN BEAUJOLAIS et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

7 OCT. 1986

A LYON, le
LE PREFET,
Commissaire de la République.

Pour le Préfet,
Commissaire de la République
Le Secrétaire Général,


Bernard COQUET